

Politique sur le vote à la majorité des voix

Publication : Le 13 novembre 2025

Reconfirmé : Le 18 novembre 2024

1.0 Objectif

Le conseil d'administration (le « conseil ») de George Weston Limitée (« l'entreprise ») estime que chaque directeur doit bénéficier de la confiance et de l'appui des actionnaires de l'entreprise. À cette fin, le conseil a adopté à l'unanimité la présente politique sur le vote à la majorité des voix (la « politique ») et les futurs candidats à une élection au conseil devront confirmer qu'ils respecteront la présente politique.

2.0 Application

Cette politique ne s'applique pas non plus lorsqu'une élection comporte une course aux procurations, c'est-à-dire que de la documentation de procuration circule pour appuyer un ou plusieurs candidats ne faisant pas partie des directeurs dont la candidature est appuyée par le conseil.

3.0 Processus de vote à la majorité des voix

Les formulaires de procuration pour l'élection des directeurs permettront aux actionnaires de voter ou de s'abstenir de voter pour un candidat à un poste de directeur, de façon distincte pour chaque candidat. Le président du conseil s'assurera que le nombre d'actions au titre desquelles un vote ou une abstention a été signifié pour chaque candidat à un poste de directeur soit rapidement enregistré et rendu public après l'assemblée. Si le vote a lieu à main levée, l'entreprise divulguera le nombre d'actions au titre desquelles un vote ou une abstention a été signifié par procuration pour chaque directeur.

Si un candidat ou une candidate à un poste de directeur a fait l'objet d'un nombre d'abstentions supérieur au nombre de votes en sa faveur, cette personne sera considérée par le conseil comme n'ayant pas obtenu l'appui des actionnaires, même si cette personne a été dûment élue selon les principes du droit des sociétés. Cette personne devra immédiatement remettre sa démission à titre d'administrateur. La démission entrera en vigueur lorsqu'elle aura été acceptée par le conseil. Le conseil soumettra la démission aux comités de la gouvernance, des ressources humaines, des nominations et de la rémunération du conseil (le « comité de la gouvernance ») pour évaluation afin de déterminer si la démission soumise par le directeur doit être acceptée ou refusée.

Le conseil pourrait accepter la démission, à moins que le comité de la gouvernance détermine qu'il y a des circonstances exceptionnelles relatives à la composition du conseil ou aux résultats du vote qui justifient le report de l'acceptation ou le refus de la démission. Dans tous les cas, il est attendu que la démission soit acceptée (ou dans de rares cas, rejetée) dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant l'assemblée.

Sous réserve des restrictions du droit des sociétés, le conseil peut : (1) laisser un poste à pourvoir au sein du conseil jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle; (2) pourvoir le poste en nommant un nouveau directeur qui, selon le conseil, mérite la confiance des actionnaires; ou (3) convoquer une assemblée générale extraordinaire pour évaluer les candidats proposés par le conseil pour le ou les postes à pourvoir.

Un directeur ou une directrice qui présente sa démission en vertu de la présente politique ne sera pas autorisé(e) à participer aux réunions du conseil au cours desquelles sa démission sera examinée.

L'entreprise devra rapidement publier un communiqué de presse annonçant la décision du conseil et transmettre un exemplaire à la Bourse de Toronto. Si le conseil décide de refuser la démission présentée, les motifs complets de la décision seront joints au communiqué de presse.

4.0 Examen et approbation

La présente politique doit être examinée annuellement par le comité de la gouvernance et recommandée au conseil pour approbation.